

**A/PM/2018/11/243**  
**REGLEMENTANT**  
**LA CIRCULATION**  
**AVENUE EMMANUEL ARNAUD**

	<p><b>Le Maire de Montagnac</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-22 , L 2212-2 et L 2213-1 à L 2213-6.</li> <li>• Vu le code de la route et notamment les articles L.411-1 à L.411-7, R110-1,R110-2, R.411-8, R.411-25, R.417-3 et R.417-12.</li> <li>• Vu l'instruction interministérielle en cours sur la signalisation routière, livre I, quatrième, cinquième, septième et huitième parties.</li> <li>• Vu l'article R 610-5 du code pénal.</li> <li>• Vu la délégation de signature en date du 15/05/2014 autorisant M. AUDOUI, 1<sup>er</sup> adjoint à signer tous les actes relevant de sa délégation de fonction et notamment les arrêtés municipaux relatifs à la circulation et stationnement des véhicules,</li> <li>• Vu la demande d'arrêté municipal de police de la circulation en date du 23/11/2018 de la Sté AXIANS SILR représentée par M. KUCKA Richard domiciliée 579 Av du Docteur Fleming 30900 NIMES, concernant les travaux de percement de chambre et travaux de réalisation de tranchées, Avenue Emmanuel Arnaud,  <b>Du mercredi 28 novembre au mercredi 05 décembre 2018,</b></li> <li>• <b>Considérant</b> que la circulation des véhicules sur la voie publique peut compromettre la sécurité des usagers et la commodité de la circulation à cette occasion.</li> <li>• <b>Considérant</b> qu'il y-a lieu d'apporter des restrictions à la circulation à cette occasion.</li> </ul>
<p><b>ARTICLE 1</b></p>	<p>La circulation sera alternée manuellement, Avenue Emmanuel Arnaud,</p> <p style="text-align: center;"><b>Du mercredi 28 novembre au mercredi 05 décembre 2018,</b></p>
<p><b>ARTICLE 2</b></p>	<p>Des panneaux de signalisation regroupant cet arrêté seront mis en place <b>par le pétitionnaire</b> pour permettre l'application et le respect de cet arrêté.</p>
<p><b>ARTICLE 3</b></p>	<p>Monsieur Le Secrétaire Général, Messieurs les agents assermentés de la Commune, Monsieur Le Chef de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.</p>

La présente décision peut être attaquée devant le Tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le :

Fait à Montagnac, le 26/11/2018  
 P/O Le Maire  
 Philippe AUDOUI  
 1<sup>er</sup> Adjoint

